

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Confirmation du deuxième mandat de M. Azevêdo

Lors de la réunion du Conseil général du 28 février, le renouvellement du mandat de Roberto Azevêdo en tant que directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été confirmé. Le directeur général devait participer à une séance de questions et réponses au début de la réunion le matin du 27 février. En tant qu'unique candidat au poste, sa confirmation n'a jamais vraiment été mise en doute, même si les Membres voulaient l'entendre au sujet de ses priorités pour son second mandat, à la lumière de l'environnement actuel en matière de commerce international.

« Je ne nie pas les difficultés auxquelles nous faisons face, ni la complexité de nombreux enjeux et les lacunes qui existent. Toutefois, nous avons prouvé que des progrès sont possibles lorsque nous sommes ouverts, inclusifs et pragmatiques », a déclaré M. Azevêdo à l'ensemble des Membres.

« La croissance économique mondiale est au ralenti. La croissance commerciale aussi. Nous ne pouvons ignorer la menace du protectionnisme. Le multilatéralisme est confronté à de très importantes difficultés. Et nous luttons contre les défis constants de la pauvreté, de l'inégalité et du sous-développement. »

« Alors que nous sommes tournés vers la CM11 et au-delà, je crois que nous pouvons accomplir de nombreuses choses, que ce soit par rapport aux enjeux du PDD [Programme de Doha pour le développement], des PMA [pays les moins avancés] ou à d'autres enjeux que les Membres souhaitent aborder », a souligné M. Azevêdo. « Nous devons maintenir cette habitude de livrer des résultats – nous devrions continuer d'essayer de faire des progrès importants et d'atteindre des résultats chaque fois que nous le pouvons. »

« Ces lacunes sont toujours présentes aujourd'hui, alors nous devons poursuivre notre travail. Ces enjeux sont critiques pour plusieurs de nos Membres. Nous devons continuer à travailler pour les faire évoluer et trouver des manières de combler ces lacunes. »

M. Azevêdo a affirmé qu'il s'inquiète au sujet de la Conférence ministérielle à venir à Buenos Aires (Argentine, CM11), puisqu'il n'a pas encore vu de progrès sur de

nombreux enjeux qui devaient se régler à cette occasion.

« Il y a beaucoup d'activités ici à Genève. Mais selon mes discussions à ce jour, mon évaluation honnête est qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir dans tous les domaines – et une énorme quantité de travail si nous voulons parvenir à des résultats concrets », a-t-il affirmé.

« Si des propositions doivent être présentées, je crois que les Membres doivent les voir le plus rapidement possible. Il sera bientôt temps de faire la transition entre l'étape actuelle des discussions conceptuelles et générales et celle des discussions beaucoup plus concrètes. J'espère que nous y parviendrons d'ici l'été. »

Cependant, les Membres ne doivent pas perdre espoir non plus, a ajouté le directeur général, « la CM11 ne représente pas la fin de l'aventure. Je crois que si nous voulons livrer des résultats substantiels, l'approche la plus productive est de viser l'atteinte de résultats de manière pragmatique et, au besoin, de manière croissante », a-t-il déclaré.

Le problème de l'agriculture

L'un des problèmes qui bloquent les progrès du programme de la CM11 est la divergence actuelle entre les Membres concernant la personne qui devrait prendre la tête des pourparlers sur l'agriculture.

Depuis des semaines maintenant, les Membres sont incapables de choisir un nouveau président pour remplacer l'ancien ambassadeur de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, Vangelis Vitalis. Les délégués sont toujours divisés entre l'ambassadeur de Hong Kong et celui de l'Uruguay.

Des représentants officiels croient que la présidence des pourparlers sur l'agriculture doit être détenue par un pays qui peut non seulement jouer un rôle neutre dans les négociations, mais qui a aussi un intérêt envers les pourparlers sur l'agriculture. Les sources ont affirmé que Hong Kong ne possède aucun des deux critères et qu'il peut être influencé par la Chine. L'Uruguay, entre-temps, est un membre du Groupe de Cairns et a joué un rôle actif dans les négociations sur l'agriculture. Hong Kong a reçu l'appui de l'Inde, ce qui a ultimement mené à l'impasse, ont affirmé des sources informées.

La différence a maintenant engendré le blocage de nominations au sein d'autres comités de l'OMC. De la quinzaine de présidents qui devaient être choisis lors de cette réunion du Conseil général, seulement deux – celui de l'Organe de règlement des différends (ORD, Japon) et du Conseil général (Afrique du Sud) – ont été confirmés le 28 février.

Programme de la CM11

Le 23 février, tous les Membres de l'OMC se sont réunis pour discuter principalement du programme de la CM11 à Buenos Aires, juste avant la réunion du Conseil général qui s'est tenue les 27 et 28 février.

Même s'il y a eu beaucoup d'éloges relativement à l'entrée en vigueur de l'amendement des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) (pour faciliter l'accès à des médicaments abordables par les pays en développement et les pays les moins avancés) et de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), la réunion s'est plutôt avérée une confrontation avec la réalité quant à la position des Membres concernant la manière d'aller de l'avant avec les négociations.

M. Azevêdo a aussi souligné qu'il a tenu des réunions en petits groupes pour discuter des terrains d'entente potentiels de la CM11 – services, développement, pêche, cybercommerce et agriculture – avec plusieurs délégations, mais a encore une fois exprimé le besoin que les partisans dynamisent les discussions en présentant des propositions pour que ces sujets évoluent.

« L'année 2017 est importante puisque nous nous préparons pour notre 11^e Conférence ministérielle à Buenos Aires en décembre. Il est donc encourageant que l'OMC commence l'année d'un très bon pied avec l'entrée en vigueur du protocole d'amendement de l'Accord ADPIC et de l'Accord sur la facilitation des échanges. Et j'espère que ces bonnes nouvelles nous donneront l'élan nécessaire pour continuer à faire des progrès cette année », a-t-il déclaré aux Membres, leur rappelant cependant qu'il reste toujours « un long chemin à parcourir et beaucoup de travail à accomplir » s'ils veulent parvenir à des résultats concrets à la CM11.

Généralement parlant, les principaux enjeux relatifs à l'agriculture soulevés comme étant importants pour la CM11 n'incluent aucune surprise : la réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, les subventions

pour la pêche, le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et les stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

Plusieurs Membres souhaitent encore parvenir à un résultat sur le soutien interne, même si des représentants officiels affirment que pour l'instant, l'appui est encore plus grand (et donc les chances sont plus grandes) pour l'aboutissement à une solution sur la sécurité alimentaire, pour laquelle les Membres ont reçu un mandat clair à Nairobi (c.-à-d. de trouver une solution permanente à Buenos Aires).

En ce qui concerne le MSS, des questions demeurent à savoir s'il sera lié à un résultat dans l'accès aux marchés. Les pays exportateurs de produits agricoles comme l'Australie ne sont pas prêts à inclure le MSS parmi les livrables sans inclure d'éléments de l'accès aux marchés.

La discussion sur les subventions pour la pêche porte sur deux processus parallèles, un multilatéral et l'autre plurilatéral. Les partisans espèrent faire des progrès dans ce domaine des négociations, et même si plusieurs préfèrent l'approche multilatérale, les Membres reconnaissent que la voie plurilatérale peut aider à aller de l'avant.

Diverses délégations ont aussi soulevé d'autres enjeux agricoles, par exemple les disciplines pour la catégorie verte ou l'enjeu du coton; cependant, les discussions sur ces sujets n'ont pas beaucoup avancé puisque les Membres n'ont pas encore convenu d'un nouveau président pour remplacer l'ambassadeur Vitalis.

Concernant le processus, les délégués ont réitéré le besoin d'éviter de dupliquer l'expérience de la CM10, même s'ils reconnaissent l'importance des discussions en petits groupes pour faire avancer efficacement les négociations. Mais afin d'éviter de répéter l'expérience de Nairobi, où un petit groupe de pays s'est rassemblé pour rédiger l'accord, les Membres veulent en faire le plus possible à Genève avant de partir pour Buenos Aires, où il est prévu que les ministres prendront les devants.

À seulement huit mois de la CM11, le besoin de s'activer en présentant des propositions devient crucial, même dans l'environnement actuel dominé par l'incertitude et la montée de l'opinion anti-commerce, particulièrement dans les pays qui en ont profité le plus. Même si la CM de Buenos Aires se révèle différente de celle de Bali ou de Nairobi, il ne faut pas la voir comme la fin de l'aventure, comme la plupart des délégués le croient.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

